

Le 24 août 2020

Le très honorable Justin Trudeau
Premier ministre du Canada
Cabinet du premier ministre
80, rue Wellington
Ottawa, (Ontario) K1A 0A2

L'honorable François-Philippe Champagne, député
Ministre des Affaires étrangères
Bureau de la Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

L'honorable Karina Gould, députée
Ministre du Développement international
Bureau de la Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Objet : Déclaration initiale de principes et de soutien entre le Canada et le Liban

Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Ministre,
Madame la Ministre,

Préambule:

Considérant que le Liban, fondé depuis cent ans sur des valeurs démocratiques et civiques, passe à travers la pire tourmente de son histoire, une dangereuse instabilité et une déconvenue sans précédent; le 4 août 2020, sa capitale Beyrouth, connue du temps des Romains comme étant la « nourricière des lois », a été dévastée par cette terrifiante explosion apocalyptique la laissant en ruines après avoir soufflé son port qui depuis la Phénicie et jusqu'à nos jours demeure l'un des plus modernes et des plus actifs de la Méditerranée orientale.

Considérant que ce cataclysme qui s'est abattu sur cette ville cosmopolite a fait plus de 200 morts (dont deux Canadiens), plus de 6000 blessés graves et plus de 300 000 personnes sans logis et des dommages estimés approximativement à 15 milliards de dollars canadiens. La tragédie a aggravé une terrible crise humanitaire, sanitaire, sociale, économique et environnementale qui y sévissait déjà.

Considérant que cette tragédie survient alors que le Liban se trouvait déjà dans un marasme économique, son système fiscal est en détresse. Le Liban accuse un endettement public de près de 170 pour cent de son produit intérieur brut et il est en défaut de paiement sur sa dette. La paupérisation y est galopante et le risque de famine touche presque 40 pour cent des Libanais.

Considérant que les Canado-Libanais témoignent, avec gratitude et reconnaissance, des relations étroites et privilégiées qu'entretiennent le Canada et le Liban depuis des décennies. Ils souhaitent consolider davantage ces relations qui se sont concrétisées par la récente visite du ministre canadien des Affaires étrangères au Liban, la nomination imminente d'une ambassadrice au Liban, et par la mise en place d'un groupe de travail.

Considérant que les Canado-Libanais souhaitent ardemment que l'aide financière annoncée et toute autre forme d'aide en produits et matériaux soient acheminées directement aux organisations fiables et reconnues de la société civile. L'instauration de moyens de distribution directe et transparente sur le terrain, notamment par le biais de l'ambassade canadienne au Liban, ainsi que la désignation, sans retard, d'un émissaire spécial canadien sur le sol libanais, facilitera la coordination et permettra de rapporter un suivi régulier et fiable sur les mesures humanitaires ou toutes autres démarches déjà entreprises et/ou qui devraient être entreprises pour faire face à cette tragédie.

Considérant que le Canada est invité à jouer un rôle politique, de pair avec son rôle humanitaire, en émettant une déclaration de soutien qui reconnaîtra que le Liban et le Canada entretiennent des relations amicales, historiques et culturelles et que des réformes substantielles, sur tous les plans, de son système actuel de gouvernance constituent une priorité. Le Liban serait appelé à confirmer, à l'image du Canada, son attachement la démocratie parlementaire, le pluralisme culturel enrichissant, la force de l'éducation et du savoir, lesquels sont une nécessité et un besoin pour l'Orient et l'Occident également, et ce en dépit des vicissitudes et des pressions actuelles pour changer son rôle, son identité, et sa vocation.

Considérant les ressemblances et les similarités sur les principes fondamentaux et universels adoptés par le Canada et le Liban, notamment, en ce que les deux sont à l'origine de la Déclaration universelle des droits de l'Homme en 1948, et que le Liban est membre fondateur des Nations Unies, et que son salut repose essentiellement sur une gouvernance imputable, intègre, responsable et également sur la consolidation d'un État de droit qui assure l'égalité des chances et le respect des droits et la protection des libertés de conscience et d'expression individuelles.

Considérant le préambule cité ci-dessus, les Canado-Libanais demandent respectueusement l'assistance et le soutien du Canada pour agir, notamment, dans les domaines ci-après décrits :

a) Désignation d'un émissaire canadien au Liban:

Nous pensons que le Canada devra jouer un rôle de premier plan comme pays ami du Liban. Plusieurs dizaines de milliers de Libanais ayant le passeport canadien vivent actuellement au Liban et près de 250 000 personnes déclarées selon le dernier recensement sont des Canadiens et des Canadiennes d'origine libanaise. Le peuple libanais a des liens très privilégiés avec le Canada et nous demandons votre aide pour l'envoi d'un émissaire au Liban qui aura une mission décrite comme suit :

- Coordonner et concerter l'aide humanitaire avec les partenaires internationaux sur le terrain.
- Créer des opportunités d'affaires entre les communautés d'affaires libanaises et canadiennes axées sur la reconstruction prioritairement.
- Prévoir une mission économique pour déterminer les besoins de construction et de développement et la possibilité d'utiliser la richesse industrielle canadienne sous les programmes d'aide internationale. Garder une place de premier plan pour le Canada dans la reconstruction du Liban. Le Canada est un pays modèle dans les formes de partenariats public-privé (PPP) et il est évident qu'il pourra jouer un rôle primordial dans ce domaine.
- Préparer le terrain pour une éventuelle reconstruction des pays voisins limitrophes détruits par la guerre; la reconstruction de ces pays, même si elle n'est toujours pas confirmée, passera à travers le Liban dû à son marché ouvert et à ses capacités et compétences fiscales et monétaires.
- Jouer un rôle pour mettre en place une table ronde qui sortira le Liban de son impasse politique et accompagnera la nouvelle génération à avoir une représentativité à travers une transition douce vers un État de droit.
- Aider à renforcer le système éducatif à travers un rôle à jouer au sein de la francophonie.
- Veiller aux différents intérêts canadiens au Liban et au Moyen-Orient.

b) Aides humanitaires et sociales:

- Contrôler une reddition des comptes des organismes soutenus par La Coalition Humanitaire pour assurer une distribution égale et équitable.
- Mettre en œuvre une acceptation exceptionnelle par le Canada des organismes qui opèrent localement au Liban avec un impact ponctuel et qui ne figurent pas parmi la liste des organismes soutenus par la Coalition Humanitaire, et par conséquent,

de considérer ces organismes au Liban comme des donataires reconnus, selon la *Loi sur l'impôt*.

- Faciliter le regroupement familial, le parrainage des proches parents (collatéraux), ainsi que la rentrée au Canada sans émettre des mesures de renvoi pour les résidents permanents ayant des cartes de résidences expirées aux différentes portes d'entrée, ainsi que demander aux provinces d'éliminer la période d'attente prévue avant l'obtention de la couverture d'assurance maladie.

c) La gouvernance

- Demander la création d'une commission financière indépendante mixte ayant pour mandat de mener à terme une mission d'audit sur les réseaux de corruption, la fuite, le gel des capitaux et la politique financière.
- Accompagner le Liban dans la réalisation des réformes substantielles sur tous les plans et assurer par les moyens juridiques et politiques le changement convoité par le peuple libanais et sa jeune génération vers une gouvernance à l'abri de la corruption et la collusion.
- Porter le Canada en collaboration avec le Liban à mener une enquête transparente, impartiale et intègre sur les causes qui ont mené à l'explosion du port de Beyrouth.

d) Le domaine éducatif:

- Apporter une aide substantielle destinée particulièrement au réseau éducatif du Liban, qui se trouve au bord de l'effondrement et qui est responsable de son essor culturel, de sa prospérité et de son rayonnement.
- Faciliter, en concertation avec les provinces, l'accès des étudiants libanais aux universités canadiennes afin de renforcer le lien culturel et éducatif fructueux entre le Canada et le Liban.
- Proroger les permis de travail restreints des étudiants libanais qui sont actuellement inscrits dans les universités canadiennes.

Enfin, des personnalités publiques, des dignitaires, des dirigeants, des écrivains et des artistes se trouvant dans tous les secteurs de la société canadienne souhaitent ardemment que le Canada prête main-forte à l'État du Liban en ces moments difficiles, qui célèbre d'une triste façon son centenaire (1920-2020). Par son implication louable au Moyen-Orient, la diplomatie canadienne est hautement qualifiée pour venir à la rescousse du Liban pluriel et démocratique, en proie à des rivalités destructrices, pour qu'il soit maître de son avenir et qu'il soit un message de paix et de tolérance.

Monsieur le Premier ministre, en tant que Canado-Libanais profondément consternés, nous fondons nos espoirs sur votre prompte réponse à notre appel d'urgence. Nous mettons nos expertises, nos compétences et nos ressources à votre entière disposition, pour le bien commun du Canada et du Liban.

Sincèrement,

SIGNATAIRES DE CETTE DÉCLARATION
(par ordre alphabétique)

Dr. Vivian Abboud, Chief Executive Officer, Alberta School Boards Association (asba)
Edmonton, Alberta (vabboud@asba.ab.ca)

Nicole Abdul-Massih, Présidente de la Fondation LCF
Montréal, Québec (Nicole@lcfenfants.com)

Souheil Abihanna, Président et directeur général d'Alstom Canada; Président de l'Union maronite du Canada
Montréal, Québec (sabihanna@hotmail.com)

Charles Aboukhaled, ing., M. ing., Vice-président Macogep Inc.; Président de la Chambre de commerce et d'Industrie Canada-Liban (CCICL) et membre fondateur Lebanese Canadian Coalition (LCC)
Montréal, Québec (caboukhaled@hotmail.com)

Sami Aoun, Professeur, École de politique appliquée, Université de Sherbrooke
Directeur, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord
Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques,
Laval, Québec (Sami.Aoun@usherbrooke.ca)

Karine Bouzakhm Sfeir, Présidente de l'association fonds enfants Liban (F.E.Lib)
Montréal, Québec (karinebouzakhm@gmail.com)

Joe Cheaib, Vice-président Cedars Cancer Foundation; propriétaire restaurant Sirène de la mer
Montréal, Québec (joec@sirenedelamer.com)

Marie-Thérèse Chicha, Ph.D., Professeure titulaire - École de Relations industrielles, Titulaire de la Chaire en Relations Ethniques - Université de Montréal
Montréal, Québec (marie-therese.chicha@umontreal.ca)

Joseph Daoura, avocat et conseiller municipal de la ville de Mont-Royal
Ville Mont-Royal, Québec (jdora@fml.ca)

Joseph El-Sayegh, ex-Président & CEO; administrateur; président du Lebanese Festival
Toronto
Oakville, Ontario (joseph.el.sayegh01@gmail.com)

Noha Fadlallah, Pharmacienne propriétaire Jean Coutu; membre fondatrice Dames des
Cèdres
Montréal, Québec (nfadlallah@pjc.jeancoutu.com)

Joe Fakhri, Président & CEO, Axiom Innovations; ex-président du conseil paroissial
OLOL-Toronto et Lebanese Festival Toronto
Toronto, Ontario (joe.fakhri@gmail.com)

Hussam Hoteit, Président de la Jeune Chambre de Commerce Libanaise au Canada
Montréal, Québec (houssam.hoteit@gmail.com)

Malek Jundi, avocat; Président de l'Association islamique libano-canadienne, ex-vice-
président finances de la fédération des étudiants libanais à Montréal (Tollab)
Montréal, Québec (malek.z.jundi@gmail.com)

Roger Karam, CEO Taki Holding; Membre exécutif – Chapitre Montréal, Lebanese
International Financial Executives (LIFE)
Montréal, Québec (roger.karam@qigholding.com)

Robert Najm, Principal, Sentinel Property Preservation Canada; vice-président du
conseil paroissial OLOL-Toronto
Toronto, Ontario (robertnajm@gmail.com)

Tania Saba, Ph.D., CRHA, Titulaire de la Chaire BMO en diversité et gouvernance
Professeure titulaire - École de relations industrielles, Université de Montréal
Ville Mont-Royal, Québec (tania.saba@umontreal.ca)

Aref Salem, Conseiller de ville à Montréal, ex-membre du comité exécutif responsable
du transport,
Montréal, Québec (aref.salem@hec.ca)

Marie-Joëlle Zahar, Professeure titulaire de science politique, Directrice du Réseau de
recherche sur les opérations de paix, Université de Montréal
Montréal, Québec (marie-joelle.zahar@umontreal.ca)